

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



Chronique bibliographique

Documents d'histoire antillaise et guyanaise 1814-1914 par
Jacques Adélaïde-Merlande, Noyon, Imprimerie Finet, 1979, 323
p.

Carl Campbell

Numéro 57-58, 3e trimestre–4e trimestre 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1043855ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1043855ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Campbell, C. (1983). Compte rendu de [Chronique bibliographique / Documents d'histoire antillaise et guyanaise 1814-1914 par Jacques Adélaïde-Merlande, Noyon, Imprimerie Finet, 1979, 323 p.] *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (57-58), 83–87. <https://doi.org/10.7202/1043855ar>

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 1984

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

DOCUMENTS D'HISTOIRE ANTILLAISE ET GUYANAISE

1814 - 1914

PAR JACQUES ADÉLAÏDE-MERLANDE

Noyon, Imprimerie Finet, 1979, 323 p.

Dans la Caraïbe francophone, les Antilles signifient d'habitude, les îles françaises de la Caraïbe et la Guyane. On est donc agréablement surpris, de trouver dans ce recueil de documents par Jacques Adélaïde-Merlande, deux documents sur Trinidad, un sur la Jamaïque, un sur la Guyane (une carte) et un sur Porto-Rico et Cuba. Le reste des documents est réparti de façon presque égale entre la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane.

Le premier reproche qu'on puisse adresser à ce recueil, est le choix d'un classement chronologique (de 1815 à 1912) des documents et même des cartes. Un tel classement convient, si le livre doit être utilisé uniquement comme ouvrage de référence où le lecteur compte trouver le texte d'un document dont l'existence et la date de publication lui sont déjà connues. Mais il aurait été plus facile pour un lecteur qui ouvrirait ce livre pour la première fois de trouver le document qui l'intéresse, si les documents étaient classés thématiquement. Ce recueil comporte des thèmes bien précis : par exemple, le maintien de l'ordre et de la loi dans une société esclavagiste (Guadeloupe : Ordonnance du Comte de Lardenoy relative à « la Police des Nègres dans les villes » ; Guyane : Instructions au Comte Carra Saint-Cyr ; opposition du Cabildo de Port-of-Spain à un « ordre en Conseil » ; Guadeloupe-Martinique : Les attributions du Directeur-Général de l'Intérieur ; etc.). On peut aisément distinguer d'autres thèmes : la marche vers l'abolition de l'esclavage, problèmes de main-d'œuvre et problèmes politiques dans les sociétés post-esclavagistes, etc.

Le choix de l'auteur pour un ordre chronologique, avec les thèmes relégués à l'arrière plan, lui donne l'avantage de pouvoir inclure quelques documents ce qui aurait été im-

possible dans une présentation thématique. Quelques-unes des cartes, par exemple (la carte de Guyane, p. 115 ; et la carte de Cayenne, p. 125) s'y inséreraient très mal, sauf sous le thème « cartes » ou mieux « Villes ». Malheureusement, certaines cartes sont sorties très indistinctement ; et ceci est regrettable en ce qui concerne la carte de la Guyane (p. 126), car l'emplacement des installations pénitentiaires est un sujet d'intérêt général.

Les documents doivent être lus comme des articles individuels, tout au moins à la première lecture. C'est dans ce sens que Jacques Adélaïde-Merlande voudrait qu'on les lise, vu le caractère répétitif de quelques notes de bas de page sur différents documents. Ces notes sont très importantes, et sans aucun doute les spécialistes des différents sujets traités les trouveront précises. Mais des lecteurs anglophones comme moi-même, non habitués au style de l'historiographie des Antilles françaises, trouvent ces notes trop abondantes et s'étonnent également de l'importance de l'information biographique concernant même des personnalités de second ordre. Mais ceci n'est pas une critique, simplement la constatation d'une plus grande place accordée aux documents d'archives par beaucoup d'historiographes des Antilles françaises comparativement à ceux de la Caraïbe du Commonwealth.

Un mot au sujet des documents réunis par l'auteur. Celui d'Augustin Cochin sur « l'Espagne et l'Esclavage à Cuba et Porto-Rico », semble très mal choisi. Le texte est journalistique, partisan et prosaïque. Ainsi l'auteur dans son commentaire, ne semble pas satisfait de l'approche trop facile de Cochin au problème complexe de l'abolition. Le document qui de loin intrigue le plus, est la lettre anonyme d'un habitant de la Martinique traitant de l'émancipation en Haïti. Ecrit en 1825, à l'époque où les gouvernements des nombreuses îles de la Caraïbe craignaient grandement l'influence subversive de la Révolution Haïtienne, cette lettre prône avec audace la doctrine surprenante suivant laquelle la liberté en Haïti ne représente aucune menace pour les autres îles et va jusqu'à soulever le spectre d'une alliance entre Haïti et la France contre l'Angleterre. L'auteur de cette lettre, considère la place dominante des gens de couleur en Haïti comme un élément de stabilité, et ceux-ci, non comme des agents de la Révolution dans la Caraïbe. Rétrospectivement, il apparaît que l'auteur (dont les propres vues sur l'esclavage sont énigmatiques, d'après Adélaïde-Merlande) a

fait une analyse plus profonde des potentiels et des prédispositions d'Haïti que beaucoup de propriétaires d'esclaves.

Le document le plus humanitaire du recueil doit sûrement être celui se rapportant à l'affranchissement de deux femmes de couleur (mère et fille) par le gouverneur de Lardenoy de la Guadeloupe, l'une de ces femmes (la mère), était sur le point de l'obtenir par un mariage projeté avec un marchand de couleur libre qui mourut brusquement ; l'autre (la fille), a été affranchie par le gouverneur car elle était la fille de ces personnes qui avaient l'intention de se marier. La fille aussi avait des projets d'épouser un boucher de couleur libre, union qui avait la bénédiction du gouverneur. Si un tel document montre parfois l'esclavage avec un visage humain, il en existe également un autre qui souligne avec brutalité et fermeté l'idée du Gouvernement royal sur l'ordre social dans une colonie. Ce document contient les instructions données au gouverneur de la Guyane en 1817 (pp. 26-29). Particulièrement fermes sont les instructions pour empêcher les libres de couleur (qui étaient légèrement plus nombreux que les blancs) d'obtenir un emploi comme artisan à la ville (Cayenne), et de les reléguer à l'élevage des animaux et à l'agriculture facile. On empêchait les esclaves de devenir pêcheurs, chasseurs ou domestiques de luxe. Ce document montre aussi clairement, la mauvaise grâce avec laquelle la France, sur l'insistance de l'Angleterre, a adopté la politique de la suppression de l'esclavage.

Laissons les différents textes pour des thèmes qu'on peut aisément dégager en regroupant certains documents, l'on peut voir que le recueil d'Adélaïde-Merlande apporte des éclaircissements au problème de l'esclavage dans les villes. Les troubles à Saint-Pierre de la Martinique en 1831, sont le fait en partie des esclaves urbains (y compris les dockers) qui étaient les premiers à capter les nouvelles de France et dont les diverses occupations et difficultés d'emploi dans certains cas rendaient difficilement contrôlables. Les mêmes remarques sont valables pour la situation en Guadeloupe (1817), où il y avait une exode d'esclaves (parfois avec l'encouragement de leurs maîtres) d'habitations (non-rentables) vers Basse-Terre et Pointe-à-Pitre (pp. 18-24). La ville de Saint-Pierre elle-même apparaît comme un centre de bien plus grande importance que ce que croient de façon générale les historiens anglophones. Quelques-uns d'entre-nous l'associent surtout à l'éruption volcanique de 1902.

Un autre thème encore, est celui du lien étroit et direct entre l'histoire politique de la Métropole et les développements politiques et sociaux dans les Colonies françaises. Ce principe se retrouve dans les autres îles des Antilles britanniques, mais à la différence, à un degré très différent. Il est clair que la précarité du pouvoir politique en France au XIX^e siècle, entraînait une instabilité politique dans les colonies ; et l'on comprend que les esclaves ont tendance à être plus politisés que leurs semblables des îles Anglaises. Il en résultait parfois d'après l'auteur une « effervescence » parmi les esclaves, ce qui fut considéré (d'après Adélaïde-Merlande) en 1831 (à Saint-Pierre) et en 1870 (au sud de la Martinique), comme étant de la conspiration et de la rébellion. L'ensemble des problèmes liés à l'abolition et à l'organisation politique de la société post-esclavagiste se déroulèrent à l'évidence avec plus de facilité dans les Antilles anglaises (nonobstant la rébellion de Morant-Bay) ; et ceci était dû pour une grande part, à la stabilité politique du XIX^e siècle anglais.

Le thème d'histoire des Antilles française au XIX^e siècle qui est peut-être le plus communément enseigné dans les cours d'histoire des Antilles à l'Université des West-Indies, est l'abolition de l'esclavage. A cet égard, le recueil d'Adélaïde-Merlande, offre d'excellents documents et commentaires. La loi Mackau (1845) était une étape importante dans la législation de l'abolition de l'esclavage, préconisant une amélioration dans les réformes et s'inspirait paraît-il en partie, du fameux Ordre du Conseil de Trinidad de mars 1824. Le texte qui rapporte le discours du Général Ambert devant le Conseil Colonial de la Guadeloupe (1847) est un document puissant dont le contenu rappelle quelque peu les discours de la fraction la plus libérale à l'égard des intérêts des West-Indies dans le Parlement Anglais du milieu des années 1820. Ce qui donne plus d'intérêt au discours, c'est qu'il a lieu en Guadeloupe ; et d'après Adélaïde-Merlande, il obligea le Conseil à adopter une position abolitionniste. Un document sur l'abolition en Guyane (pp. 176-183) montre clairement la grande peur des autorités de voir les esclaves s'enfuir dans les terres vierges à l'intérieur du pays, danger qui n'atteignait pas les mêmes proportions en Martinique ou en Guadeloupe. Un point frappant qui ressort de cette compilation sur le processus abolitionniste, est la manière dont il a été influencé par l'émancipation des esclaves dans les Antilles britanniques qui l'a précédé. Les amis et les

ennemis de l'abolition dans les Antilles françaises pouvaient trouver dans l'exemple britannique, des raisons d'y croire ou de désespérer.

Somme toute, le livre est un recueil précieux de documents, mais de nombreuses erreurs d'imprimerie exposées dans une liste assez longue d'errata, ont nui à sa présentation.

CARL CAMPBELL *

University of the West-Indies, Mona
(Trad. de Maryse Châtelard-Balay).

* Traduction de la chronique bibliographique parue dans le *Journal of Caribbean History*, volume 16.